

*Questions orales*

Cela fait longtemps déjà que le gouvernement fédéral aurait dû ratifier cette convention des Nations Unies et prendre des mesures pour faire en sorte qu'aucun enfant canadien ne soit privé d'enseignement à cause de la faim.

\* \* \*

[Français]

**LA FONCTION PUBLIQUE**

**M. Vincent Della Noce (Laval-Est):** Monsieur le Président, je devais faire une déclaration sur l'unité canadienne aujourd'hui, mais suite à mes propos tenus en cette Chambre hier soir sur la grève des fonctionnaires, mon bureau de comté fut assailli par au-delà de 200 grévistes venus critiquer mon intervention et réclamer leur droit à la libre négociation et un médiateur indépendant.

Le gouvernement a démontré sa volonté d'en arriver à une entente en présentant, la semaine dernière, une série d'améliorations à leurs offres. Malheureusement, le syndicat a quitté la table de négociations sans même répondre à leurs offres. Il a plutôt décidé de faire connaître la réponse de son syndicat en reprenant la grève, en empêchant le bon fonctionnement des services essentiels du pays, en bloquant des ponts comme cela a été fait ce matin, en empêchant les travailleurs de se rendre à leur travail. Le syndicat n'obtient pas la sympathie des Canadiens et des Canadiennes.

Alors, je dis à tous les fonctionnaires de mon comté de Laval-Est et du pays: Soyons clairs et réalistes; les mesures annoncées ne sont pas dirigées contre vous, les syndiqués, car vous méritez beaucoup plus. Les mesures visent à faire en sorte que tous les Canadiens et Canadiennes participent au Programme de restrictions salariales, ce qui apportera une plus grande prospérité.

Monsieur le Président, je suis contre la violence et je ne céderai jamais à l'intimidation et au chantage.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'ÉCONOMIE**

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je voudrais adresser ma question au ministre des Finances.

Le gouverneur de la Banque du Canada, John Crow, a écarté la proposition gouvernementale visant à permettre la consultation et la participation des régions à l'établissement des politiques monétaires. C'est inouï, monsieur le Président.

Je voudrais demander au ministre des Finances: qui parle au nom du gouvernement? Qui est chargé d'exposer la proposition constitutionnelle que le ministre des Finances essaie de faire accepter aux Canadiens, mais que le gouverneur de la Banque du Canada a écartée? Qui dirige?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Cette conclusion, monsieur le Président, est complètement fautive. J'invite le député à lire le discours que le gouverneur de la Banque du Canada a fait; il verra que ce dernier a dit exactement le contraire.

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, nous sommes d'avis, de ce côté-ci de la Chambre, que le gouverneur de la Banque du Canada serait bien avisé de ne pas s'occuper trop de la Constitution mais de s'occuper de la politique monétaire.

Aujourd'hui, le dollar canadien a atteint son niveau le plus élevé en 13 ans, au moment où tous les économistes et tous les agents de production au Canada demandent que nous ayons un dollar plus compétitif pour augmenter nos exportations et créer des emplois au Canada. Quand le ministre des Finances va-t-il demander au gouverneur de la Banque du Canada de faire ce que tous les premiers ministres des provinces, ce que tous les économistes, tous les députés de cette Chambre veulent qu'il fasse? Baisser la valeur du dollar, avoir des taux d'intérêt moins élevés de façon à ce qu'on ait des emplois pour les Canadiens dès maintenant?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, pour que ce soit limpide, permettez-moi de citer des extraits du discours que le gouverneur de la banque a fait plus tôt aujourd'hui. Je cite:

Comme l'affirment clairement les propositions du gouvernement fédéral, il ne saurait y avoir qu'une seule politique monétaire pour le Canada basée sur la conjoncture économique globale, c'est-à-dire sur la somme des situations régionales.

Nous sommes d'accord là-dessus. Le gouverneur de la Banque du Canada l'est évidemment aussi parce que c'est la seule manière sensée de procéder.

À propos de ce qu'il a dit sur les taux d'intérêt, je rappelle à la Chambre que les taux d'intérêt ont baissé de 5,5 points de pourcentage. Et ils continuent à baisser. Tant que nous arriverons à contenir les pressions inflationnistes, les taux d'intérêt devraient continuer à baisser. La croissance durable avec la stabilité des prix: voilà notre objectif, et il est bien clair que nous en voie de le réaliser.